

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

MISE À JOUR

Face à des forces divergentes,
l'économie mondiale reste stable

JANV.
2026



MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Face à des forces divergentes, l'économie mondiale reste stable

La croissance mondiale devrait demeurer résiliente, s'établissant à 3,3 % en 2026 et à 3,2 % en 2027, des chiffres similaires au taux enregistré en 2025 estimé à 3,3 %. Comparées à celles de l'édition d'octobre 2025 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM), ces prévisions constituent une légère révision à la hausse pour 2026 et restent inchangées pour 2027. Cette apparente stabilité tient à la neutralisation de forces divergentes. Les vents contraires résultant de la réorientation des politiques commerciales se trouvent compensés par des vents favorables générés par les investissements liés aux nouvelles technologies, comme l'intelligence artificielle (IA), et ce, plus en Amérique du Nord et en Asie que dans d'autres régions, ainsi que par le soutien budgétaire et monétaire, les conditions financières globalement accommodantes et la souplesse du secteur privé. L'inflation globale au niveau mondial devrait ralentir, passant d'un taux estimé de 4,1 % en 2025 à 3,8 % en 2026, puis à 3,4 % en 2027. Ces projections d'inflation sont, elles aussi, pratiquement inchangées par rapport à celles calculées en octobre et dessinent un retour de l'inflation à sa valeur cible plus progressif aux États-Unis que dans d'autres grandes puissances économiques.

Le solde des risques qui pèsent sur les perspectives reste dans l'ensemble orienté à la baisse. La réévaluation des attentes en matière de croissance de la productivité grâce à l'IA pourrait entraîner un repli de l'investissement et provoquer une correction brutale des marchés financiers, qui commencerait par les entreprises liées à l'IA avant de se propager aux autres segments et entamerait le patrimoine des ménages. Les tensions commerciales pourraient s'intensifier, prolongeant l'incertitude et pesant plus lourdement sur l'activité. Des tensions politiques nationales ou des tensions géopolitiques pourraient apparaître, ce qui générerait de nouvelles strates d'incertitude et perturberait l'économie mondiale par leurs effets sur les marchés financiers, les chaînes d'approvisionnement et les cours des produits de base. Un creusement des déficits budgétaires et une dette publique élevée pourraient faire pression sur les taux d'intérêt à long terme et, par voie de conséquence, sur les conditions financières globales. Quant aux possibilités de révision à la hausse, l'activité pourrait davantage profiter des investissements liés à l'IA dans un élan susceptible, à terme, de se transformer en croissance viable si une adoption plus rapide qu'attendu de l'IA entraînait de forts gains de productivité et améliorerait le dynamisme des entreprises. L'activité pourrait aussi être favorisée par un apaisement durable des tensions commerciales. Pour que l'action publique soit à même de promouvoir la stabilité et la durabilité et de rehausser la croissance à moyen terme, il est nécessaire de s'attacher à reconstituer les marges de manœuvre, à préserver la stabilité des prix et la stabilité financière, à réduire l'incertitude et à appliquer sans tarder des réformes structurelles.

Les dynamiques à l'œuvre sont contrastées

Depuis l'édition d'octobre 2025 des PEM, les *tensions commerciales* ont continué de s'atténuer, mais elles font toujours l'objet de résurgences occasionnelles. Le différend entre la Chine et les États-Unis portant notamment sur les contrôles appliqués aux exportations de semiconducteurs et de terres rares a rapidement fait place à une trêve consistant en une réduction des droits de douane bilatéraux jusqu'en novembre 2026 et une suspension des restrictions à l'exportation. Les

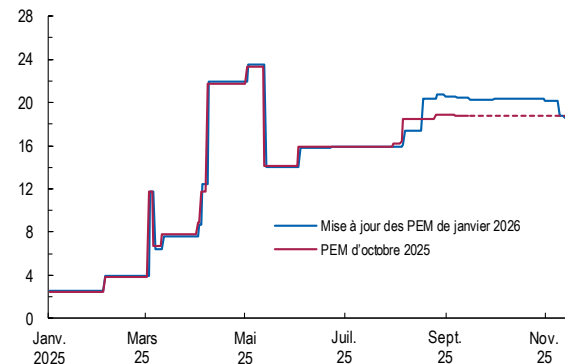
PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

États-Unis ont également levé, pour tous les pays, leurs droits de douane sur quelques produits agricoles, ce qui a contrebalancé la hausse des droits sur certains secteurs annoncée précédemment et maintenant en vigueur. En conséquence, les droits de douane effectifs globaux des États-Unis se situent à peu près au même niveau que supposé dans l'édition d'octobre 2025 des PEM (graphique 1), mais, pour certains pays, les différences peuvent être importantes. Il est largement attendu que la Cour Suprême des États-Unis rende sa décision au début de 2026 sur l'utilisation par le président de la loi sur les pouvoirs économiques en cas d'urgence internationale. Les accords nouvellement signés, notamment en matière de commerce bilatéral, lesquels prévoient souvent de considérables engagements d'investissement et d'achat en grande partie confidentiels, ajoutent une couche supplémentaire de complexité. L'incertitude liée à l'action publique, bien que plus faible qu'en octobre, demeure plus élevée qu'en janvier 2025.

Les *conditions financières mondiales* demeurent accommodantes, malgré une certaine volatilité et la hausse des rendements des obligations souveraines (encadré 1). L'écart entre les prix des actions des grandes entreprises du secteur technologique et les autres s'est encore creusé (graphique 2). Les conditions financières, dans l'ensemble, n'ont quasiment pas changé ou ne se sont durcies que modérément. Le dollar s'est légèrement redressé à mesure que les investisseurs ralentissaient leur mouvement de couverture des expositions, mais a brièvement subi de nouvelles pressions à la suite de l'ouverture d'une enquête sur le président de la Réserve fédérale.

Dans ce contexte marqué par la stabilisation des tensions commerciales et par des conditions financières favorables, l'économie mondiale a continué de se montrer remarquablement résiliente, s'adaptant à la transformation du paysage et suivant des dynamiques différentes selon les pays et les secteurs. Au total, au troisième trimestre de 2025, la *croissance mondiale* a ralenti à 2,4 % en année pleine, un chiffre supérieur aux attentes, bien que des résultats plus faibles que prévu dans certains pays aient effacé les bonnes surprises dans d'autres. L'impulsion donnée par

Graphique 1. La levée de certains droits de douane américains compense les effets des droits récemment appliqués
(Droits de douane effectifs américains, en pourcentage)

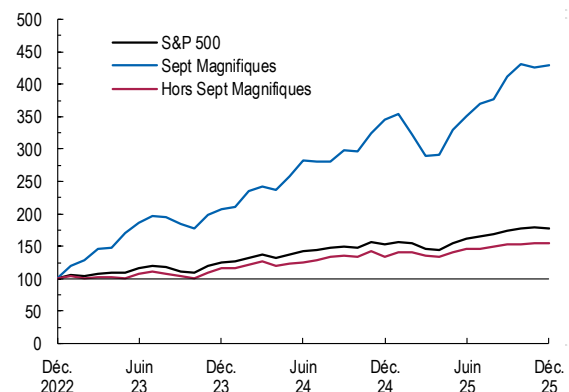


Sources : Tariff Tracker de l'Organisation mondiale du commerce et du FMI ; calculs des services du FMI.

Note : Les droits de douane effectifs sont la moyenne pondérée des taux officiels annoncés en retenant les pondérations des importations avant droits de douane (par conséquent, avant remplacement). Seuls les droits de douane en vigueur à la période indiquée sur l'axe des abscisses sont pris en compte dans les calculs ; les mesures qui ne sont pas spécifiées ou appliquées sont ignorées.

PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

Graphique 2. L'écart entre les entreprises du secteur technologique et les autres se creuse
(Indice, déc. 2022 = 100)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.

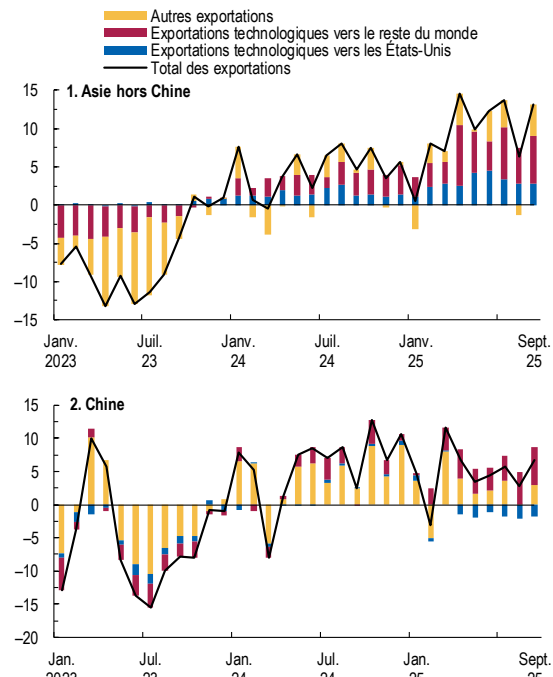
Note : Les Sept Magnifiques correspondent à un indice de référence d'actions équilibré en dollar composé d'Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Nvidia et Tesla. Il regroupe plusieurs des entreprises les plus influentes dans le secteur de l'intelligence artificielle (IA), mais pas toutes les grandes entreprises axées sur l'IA. Par exemple, Oracle et Palantir n'en font pas partie.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

les exportations dans le domaine aérospatial a porté la croissance à 2,2 % en France alors que la chute des exportations a continué de peser sur l'activité en Allemagne, laissant le PIB réel inchangé entre le deuxième et le troisième trimestre. L'économie japonaise s'est contractée de 2,3 %, sachant que les consommations privée et publique ont annulé une partie de la contraction imputable à l'investissement privé en logements et aux exportations. La croissance de la Chine est descendue à 2,4 % (selon les estimations des services du FMI), la bonne tenue des exportations compensant en partie l'atonie de la demande intérieure, en particulier dans le secteur du logement. Aux États-Unis, la croissance a grimpé à 4,3 % : d'après les estimations, l'augmentation des dépenses et des investissements technologiques ont rehaussé d'environ 0,3 point de pourcentage la croissance moyenne annualisée du PIB aux trois premiers trimestres de 2025, neutralisant l'effet de freinage provoqué par la fermeture de l'administration fédérale au dernier trimestre de l'année. En outre, des signes indiquent que les investissements liés aux technologies ont favorisé l'activité en Espagne et au Royaume-Uni, bien que dans une proportion différente à celle observée aux États-Unis. L'envolée des investissements dans les secteurs de l'information et des technologies a eu pour corolaire un fort dynamisme des exportations de semiconducteurs et d'autres équipements en Asie. Même si des signes de modération ont commencé à apparaître dans les données à haute fréquence, les *échanges commerciaux mondiaux* sont restés relativement soutenus, le rapide essor des exportations liées aux technologies compensant le ralentissement des exportations d'autres catégories de produits (graphique 3).

L'*inflation mondiale* est demeurée essentiellement stable. Alors que la médiane mondiale de l'inflation séquentielle, tant globale que corrigée des prix de l'alimentation et de l'énergie, a légèrement augmenté, l'inflation annuelle n'a que peu changé, s'avérant légèrement plus faible qu'attendu. Cela étant, aux États-Unis, la cherté de la vie est toujours le premier sujet de préoccupation cité lors des enquêtes auprès des ménages, et les anticipations d'inflation à un an des ménages restent élevées, tout comme les prix des intrants dans les indices des directeurs d'achat de l'industrie manufacturière.

Graphique 3. Les échanges commerciaux liés au secteur technologique continuent d'augmenter rapidement
(En pourcentage, en glissement annuel)



Sources : Centre du commerce international, carte des échanges commerciaux ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

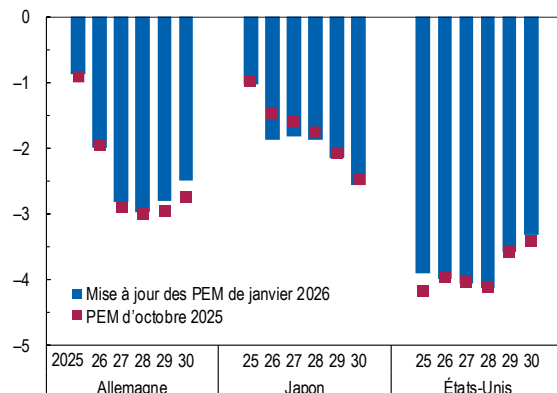
Note : Les exportations « technologiques » regroupent celles relevant des codes 8419 et 8470 à 8473, et du chapitre 85 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. L'agrégat « Asie » regroupe le Cambodge, la Chine, la Corée, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, Singapour, la province chinoise de Taiwan, la Thaïlande et le Viet Nam. Pour le Viet Nam, les données incluent les ordinateurs, les produits électroniques et leurs pièces détachées ; les téléphones, les téléphones mobiles et leurs pièces détachées ; et les fils et câbles isolés.

Les perspectives de croissance et d'inflation divergent

Les projections des services du FMI reposent une fois de plus sur la politique commerciale actuelle en temps réel ; autrement dit, elles supposent que les politiques économiques en vigueur à fin décembre sont permanentes. C'est le cas y compris des mesures qui ont été présentées comme temporaires ou en instance, ce qui signifie que l'on retient comme hypothèse que les suspensions des hausses des droits de douane persisteront après leur date d'expiration, et que les hausses ne prendront pas effet. Les droits de douane effectifs des États-Unis qui sous-tendent les projections s'établissent à 18,5 %, contre 18,7 % dans les prévisions d'octobre. Les droits de douane effectifs correspondants dans le reste du monde demeurent inchangés à 3,5 %. On suppose que l'incertitude qui entoure les politiques économiques restera élevée tout au long de 2026. Les cours des produits de base énergétiques devraient baisser de 7 % environ en 2026, soit plus que ce qui était prévu dans les PEM d'octobre dernier. Les prix du pétrole demeurent faibles et devraient encore reculer sous l'effet de l'atonie de la demande mondiale et du dynamisme de l'offre. Toutefois, pour éviter un effondrement des prix, les pays aux coûts de production plus importants, la stratégie de stockage de la Chine et l'approche de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole plus certains pays non membres) créent un prix plancher non contraignant. Les prix du gaz naturel devraient rester relativement contenus sur fond d'anticipations d'un repli de la demande d'énergie en raison de l'incertitude, des objectifs plus souples de l'Union européenne en matière de remplissage des installations de stockage du gaz et des perspectives d'une offre abondante de gaz naturel à moyen terme. Les taux directeurs devraient continuer de baisser au Royaume-Uni et aux États-Unis, mais à un rythme différent ; par contraste, les services du FMI prévoient que ces taux restent inchangés dans la zone euro et augmentent progressivement au Japon. Des mesures de relance budgétaire sont attendues dans les pays avancés à court terme, notamment en Allemagne, au Japon et aux États-Unis, infléchissant, dans ce dernier pays, l'orientation légèrement restrictive attribuable aux droits de douane (graphique 4).

La *croissance mondiale* devrait rester stable : l'essor des secteurs des hautes technologies devrait se tasser, mais continuer à compenser en partie le ralentissement enregistré dans le reste de l'économie. Les droits de douane et l'incertitude devraient continuer à peser sur l'activité, cependant, leur effet sur la croissance devrait s'estomper en 2026 et en 2027. Les prévisions de croissance pour ces deux années s'établissent respectivement à 3,3 % et à 3,2 %, soit une très légère décélération par rapport au taux de 3,3 % atteint en 2025 selon les estimations. Par rapport aux PEM d'octobre 2025, le chiffre pour 2026 correspond à une révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage, tandis que celui pour 2027 demeure inchangé (tableau 1 ; voir aussi le

Graphique 4. Une relance budgétaire est attendue dans plusieurs pays avancés
(Solde primaire structurel, en pourcentage du PIB potentiel)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le solde primaire structurel des administrations publiques est un solde primaire déconjuncturel, également corrigé de facteurs non cycliques, tels que les variations des prix des actifs et des produits de base. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

tableau 1 de l'annexe). Au niveau national, certains pays enregistrent des révisions importantes, à la hausse ou à la baisse.

Dans les *pays avancés*, la croissance devrait atteindre 1,8 % en 2026 et 1,7 % en 2027. Aux *États-Unis*, l'économie devrait connaître une expansion de 2,4 % en 2026, soutenue par la politique budgétaire et par la baisse du taux directeur, parallèlement à la dissipation des effets de l'accroissement des barrières commerciales. Cette révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage des prévisions d'octobre s'explique par un niveau de PIB plus élevé qu'anticipé au troisième trimestre de 2025, le rebond de l'activité au premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025 consécutivement à la fin de la fermeture de l'administration fédérale, et les effets de report y afférents. La croissance devrait demeurer vigoureuse, atteignant 2,0 % en 2027, à la faveur de l'impulsion budgétaire à court terme fournie par les incitations fiscales à l'investissement des entreprises prévues dans la loi dite « One Big Beautiful Bill Act » de 2025. La dynamique générée par le secteur technologique devrait se modérer, mais continuer à compenser dans une certaine mesure le recul de l'immigration et le ralentissement de la consommation. Dans la *zone euro*, la croissance devrait rester stable à 1,3 % en 2026 et à 1,4 % en 2027. La légère accélération de la croissance en 2027 tient à l'augmentation attendue des dépenses publiques, notamment en Allemagne, et par les bons résultats que continuent d'afficher l'Espagne et l'Irlande. Ces prévisions sont globalement inchangées par rapport à celles d'octobre, l'atonie de la croissance traduisant la persistance de conditions structurelles défavorables. Les effets de la hausse programmée des dépenses de défense ne devraient se manifester qu'au cours des années suivantes, compte tenu des engagements à atteindre progressivement les niveaux cibles d'ici 2035. La zone euro bénéficie moins du récent essor de l'investissement tiré par le secteur technologique que d'autres régions. Les conséquences durables du renchérissement continu de l'énergie depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie continueront de peser sur l'industrie manufacturière, d'autant plus que l'euro s'apprécie en termes réels face aux monnaies des pays qui exportent des produits similaires. Au *Japon*, la croissance devrait ralentir pour passer de 1,1 % en 2025 à 0,7 % en 2026 et ensuite à 0,6 % en 2027. Ces prévisions représentent une légère révision à la hausse des chiffres établis en octobre, imputable en partie au plan de relance budgétaire annoncé par le nouveau gouvernement.

Dans les *pays émergents et les pays en développement*, la croissance devrait continuer d'osciller juste au-dessus de 4,0 % en 2026 et en 2027. Par rapport aux projections d'octobre, la croissance de la *Chine* pour 2025 a été portée à 5,0 %, soit une révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage. Cette correction s'explique par les mesures de relance et par les prêts bancaires supplémentaires à l'appui de réformes pour soutenir l'investissement. Les projections de croissance pour 2026 ont aussi été relevées et atteignent maintenant 4,5 % (soit une hausse de 0,3 point de pourcentage), du fait de la baisse des droits de douane effectifs américains sur les biens chinois dans le cadre de la trêve d'un an convenue en novembre et des mesures de stimulation de l'économie qui, par hypothèse, seront déployées sur deux ans. La croissance de l'économie devrait ralentir à 4,0 % en 2027, parallèlement à l'affermissement des obstacles structurels. En *Inde*, la croissance a été révisée à la hausse de 0,7 point de pourcentage, à 7,3 % en 2025 en raison de meilleurs résultats qu'anticipé au troisième trimestre et de la forte dynamique

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

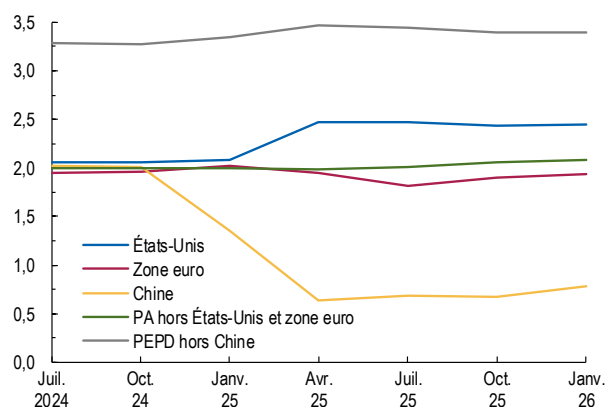
enregistrée au quatrième trimestre. La croissance devrait ralentir à 6,4 % en 2026 et en 2027, à mesure que les facteurs cycliques et temporaires se dissipent.

Au Moyen-Orient et en Asie centrale, elle devrait accélérer pour passer de 3,7 % en 2025, à 3,9 % en 2026 et à 4,0 % en 2027, soutenue par l'augmentation de la production de pétrole, la résilience de la demande locale et les réformes en cours. La croissance devrait aussi accélérer en *Afrique subsaharienne*, passant de 4,4 % en 2025 à 4,6 % en 2026 et en 2027, tirée par la stabilisation macroéconomique et les mesures de réforme dans plusieurs des principales puissances économiques. *En Amérique latine et aux Caraïbes*, la croissance devrait ralentir à 2,2 % en 2026 avant de rebondir à 2,7 % en 2027 à mesure que les pays de la région, qui se trouvent à des positions conjoncturelles différentes, s'approchent de leur potentiel. Dans *les pays émergents et les pays en développement d'Europe*, le fort mouvement de ralentissement qui avait amené la croissance à 2,0 % devrait s'inverser, portant la croissance moyenne dans la région à 2,3 % en 2026 et à 2,4 % en 2027. Dans la plupart des régions, le rebond attendu tient aussi à l'atténuation des effets des réorientations des politiques commerciales.

La *croissance du volume des échanges mondiaux* devrait fléchir pour s'établir à 2,6 % en 2026 avant de remonter à 3,1 % en 2027, contre 4,1 % en 2025. Ces dynamiques tiennent aux comportements d'anticipation et à l'évolution des flux commerciaux en réponse aux nouvelles politiques. À moyen terme, les trains de mesures budgétaires expansionnistes dans les économies dont le compte courant est excédentaire devraient contribuer à réduire les *déséquilibres mondiaux*. L'essor de l'investissement des entreprises tiré par le secteur technologique, qui devrait continuer d'attirer des flux de capitaux vers les États-Unis, même s'il se modère, vient contrebalancer cette dynamique.

L'*inflation mondiale* devrait poursuivre sa décrue : l'inflation globale devrait tomber à 3,8 % en 2026 et à 3,4 % en 2027. Ces prévisions sont quasiment inchangées depuis les PEM d'octobre, étant donné que les tendances dominantes à un ralentissement de la demande et à une baisse des prix de l'énergie se maintiennent. La divergence de trajectoire entre les États-Unis et la plupart des autres pays se poursuit (graphique 5). L'inflation hors alimentation et énergie aux États-Unis devrait revenir à son niveau cible de 2 % au cours de l'année 2027, les effets du relèvement des droits de douane se faisant peu à peu sentir sur les prix. L'inflation devrait aussi encore un peu persister au-dessus de son objectif en Australie et en Norvège. Au Royaume-Uni, il est attendu que l'inflation (qui avait augmenté l'année dernière en raison, entre autres, des ajustements spéciaux des contrôles des prix) revienne à sa valeur cible d'ici la fin 2026, le marché du travail en perte d'élan freinant la croissance des salaires. Au Japon, l'inflation devrait refluer en 2026 et converger vers son niveau cible en 2027, à mesure que les prix de l'alimentation et des

Graphique 5. Les dynamiques d'inflation divergent
(Prévisions d'inflation pour 2026, en pourcentage, en glissement annuel)



Source : calculs des services du FMI.

Note : L'axe des abscisses indique les mois de publication des *Perspectives de l'économie mondiale*. Pour les deux agrégats, la valeur correspond à la médiane du groupe. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

produits de base reculent. Dans la zone euro, l'inflation globale devrait fluctuer autour de 2 % et il est attendu que l'inflation hors alimentation et énergie baisse pour atteindre ce niveau en 2027. En Chine, l'inflation, faible, devrait commencer à accélérer tandis qu'en Inde, elle devrait revenir à un niveau proche de sa cible après un net ralentissement en 2025, tiré par l'atonie des prix alimentaires.

La croissance est fragile lorsqu'elle repose sur un nombre réduit de moteurs

Les perspectives de l'économie mondiale demeurent exposées à des risques baissiers dans l'ensemble. La résilience observée jusqu'à présent tient largement aux résultats d'une poignée de secteurs et a souvent été favorisée par des mesures d'assouplissement monétaire et budgétaire. Elle pourrait être mise à mal par des dynamiques sectorielles ou par des chocs qui émaneraient de facteurs de risque plus généraux existant de longue date et se diffuseraient à d'autres pans de l'économie.

Si les attentes en matière de gains de productivité générés par l'IA devaient s'avérer trop optimistes et les résultats, décevants, on pourrait alors assister à une forte baisse de l'investissement réel dans le secteur des hautes technologies, mais aussi des dépenses dans l'adoption de l'IA dans d'autres secteurs ainsi qu'à une correction plus prolongée des valorisations boursières, dont l'augmentation tient de plus en plus à un nombre très réduit d'entreprises technologiques. La rapide obsolescence d'actifs inutilisés ou non adaptés, la coûteuse réallocation du capital et du travail, conjuguée à un affaiblissement du dynamisme des entreprises, et des effets de richesse négatifs nuiraient à la consommation et à l'investissement privés. Les retombées se propageraient, directement via les flux commerciaux, aux pays tournés vers l'exportation spécialisés dans les produits technologiques et, partant, au reste du monde sous l'effet du durcissement des conditions financières mondiales.

L'équilibre précaire des orientations de la politique commerciale qui sous-tendent le scénario de référence pourrait être altéré. De nouveaux droits de douane spécifiques à certains secteurs, en particulier dans le cas d'industries d'amont, pourraient créer des goulets d'étranglement au niveau de l'offre et peser très lourdement sur l'activité économique et sur les prix. Les mesures non tarifaires ciblant des intrants essentiels, tels que les terres rares, pourraient aussi désorganiser les chaînes d'approvisionnement mondiales. La plupart des pays pourraient adopter une attitude protectionniste, en particulier si la réorientation et le réacheminement des échanges commerciaux généraient de graves perturbations. Dans de tels cas, une augmentation des marges bénéficiaires, actuellement comprimées, pourrait amplifier et prolonger les éventuels effets inflationnistes. Il est très incertain quelle sera l'incidence sur la croissance : elle dépend de la réaction des conditions financières. En guise de repère, selon un scénario présenté dans l'édition d'octobre 2025 des PEM, qui suppose une correction modérée des valorisations des actifs du secteur de l'IA dans un contexte de durcissement général des conditions financières, la croissance mondiale baisserait de 0,4 % en 2026 par rapport au scénario de référence.

Une forte intensification des tensions géopolitiques, en particulier au Moyen-Orient ou en Ukraine, mais aussi potentiellement en Amérique latine et en Asie, pourrait provoquer d'importants chocs d'offre négatifs. Il pourrait en résulter des perturbations des grandes routes

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

de navigation maritime, des chaînes d'approvisionnement essentielles et des déplacements aériens, engendrant retards et surcoûts. Si des infrastructures clés devaient être endommagées, les contraintes de l'offre en résultant pourraient faire grimper les prix. Des pics d'incertitude politique au niveau national, y compris, mais pas exclusivement, liés aux élections, pourraient encore accentuer et étendre l'incertitude, ébranlant la confiance et freinant la consommation et l'investissement. Les ingérences politiques dans les institutions économiques indépendantes pourraient accroître le risque d'erreurs stratégiques et éroder la confiance de la population.

Conjuguées aux fragilités persistantes des marchés financiers, les facteurs de vulnérabilité budgétaires pourraient s'accroître, ce qui aurait des conséquences sur la stabilité macrofinancière. Le niveau élevé de la dette publique dans plusieurs grandes puissances économiques est particulièrement préoccupant, surtout dans celles dont la monnaie et les titres ont une importance systémique dans les marchés financiers internationaux. Les craintes quant à la viabilité des finances publiques dans ces pays pourraient non seulement créer des tensions sur leurs propres coûts d'emprunt, mais aussi resserrer les conditions financières et accentuer la volatilité des marchés financiers. Le recours grandissant à des investisseurs sensibles aux prix, comme les fonds communs de placement monétaires et les fonds d'investissement spéculatifs à effet de levier, accroît les risques de dislocation et pourrait nécessiter l'utilisation répétée de dispositifs de soutien à la liquidité par des banques centrales, ce qui pourrait faire apparaître un aléa moral et des préoccupations liées à la domination financière. Des interactions avec des facteurs géopolitiques, par exemple, des événements qui déclencheraient un durcissement des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, pourraient encore amplifier le phénomène. La réduction de l'aide étrangère vient ajouter aux difficultés budgétaires dans les pays en développement à faible revenu. L'interdépendance entre l'État et les banques pourrait exacerber les réactions en chaîne entre la hausse des rendements des titres de dette publique et le durcissement des conditions financières du secteur privé dans un ensemble plus large de pays.

À l'inverse, une adoption rapide de l'IA, laquelle pourrait être facilitée par la poussée actuelle des investissements liés à l'IA dans les infrastructures matérielles comme immatérielles, pourrait nettement améliorer la productivité et rehausser les perspectives de croissance à moyen terme à bref délai. Le rythme soutenu des innovations pourrait favoriser la destruction créatrice et relancer la dynamique des entreprises. À moyen terme, la croissance mondiale pourrait s'en trouver rehaussée de 0,1 à 0,8 points de pourcentage par an, en fonction de la vitesse d'adoption de ces technologies et des améliorations à l'échelle mondiale de l'état de préparation en la matière. Toute l'économie pourrait profiter de ces bénéfices, à condition qu'il existe des politiques complémentaires à même de contenir l'incidence éventuelle de ces évolutions sur les prix de l'énergie en desserrant les contraintes d'offre d'énergie, des mesures permettant d'obtenir les intrants intermédiaires essentiels en plus grande quantité et des programmes à l'appui du marché du travail de nature à gérer la transition de la main-d'œuvre.

À plus court terme, des avancées tangibles dans les négociations commerciales pourraient faire baisser les droits de douane, accroître la prévisibilité de l'action publique et faciliter la réalisation de gains d'efficacité à l'échelle mondiale. Ces gains pourraient s'avérer plus importants si cette coopération renforcée portait aussi sur les échanges de services, les investissements directs

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

étrangers et la taxation internationale, en ce qu'elle stimulerait l'investissement et soutiendrait les finances publiques.

Les défis actuels et l'éventualité de changements technologiques aux effets transformateurs pourraient ouvrir une fenêtre d'opportunité pour mener des réformes structurelles en vue de passer à la vitesse supérieure. Une accélération des réformes visant à faire monter en compétence la main-d'œuvre actuelle, à réduire les obstacles à la mobilité du travail, à simplifier et à rationaliser la réglementation des entreprises, à intensifier la concurrence et à promouvoir l'innovation permettrait aux pays de rehausser leur potentiel de croissance de façon durable tout en améliorant leur résilience et leur capacité d'adaptation.

L'action politique peut favoriser la stabilité ainsi qu'une croissance durable

Il est essentiel de rétablir la capacité budgétaire et de préserver la viabilité de la dette publique, et ce, d'autant plus que des besoins de dépenses urgents persistent. *A minima*, il faut s'engager à mener un rééquilibrage budgétaire crédible à moyen terme. Les efforts visant à reconstituer les marges de marge de manœuvre budgétaire devraient reposer sur des hypothèses réalistes, notamment concernant les tensions sur les dépenses à long terme, et sur des pratiques saines de gestion de la dette tout en cherchant à parvenir à un bon équilibre au regard de la croissance. Les pays devraient s'attacher à accroître les recettes budgétaires, à rationaliser les dépenses et à en améliorer l'efficacité, notamment en attirant l'investissement privé. En cas de choc de demande négatif, il conviendrait de veiller à ce que les mesures de riposte soient alignées avec les objectifs de viabilité budgétaire à moyen terme. Celles-ci devraient s'appuyer sur les stabilisateurs automatiques, appliqués de façon symétrique tout au long du cycle conjoncturel afin de faciliter le lissage macroéconomique, que ce soit en période d'expansion ou de ralentissement. Toute intervention budgétaire discrétionnaire doit strictement cibler les entreprises et les ménages les plus touchés par des chocs défavorables et prévoir des clauses de caducité automatique qui rendent les mesures temporaires. Il est fondamental de compenser ce type d'initiative par des réductions des dépenses non prioritaires dans d'autres segments ou par de nouvelles sources de recettes, surtout lorsque l'espace budgétaire est limité. Les subventions généralisées ainsi que d'autres mesures de politique industrielle peuvent à la fois s'avérer coûteuses et provoquer des perturbations. Même lorsqu'elles sont indiquées, elles doivent être utilisées avec précaution. Pour éviter une affectation inefficace des ressources, en particulier dans un contexte de resserrement croissant des contraintes budgétaires, les politiques industrielles doivent être axées de façon précise sur des défaillances spécifiques du marché et des externalités clairement déterminées et faire l'objet d'analyses coûts–avantages régulières.

Les banques centrales doivent impérativement définir une politique monétaire sur mesure afin de préserver la stabilité des prix dans un contexte de transformation du paysage économique mondial. Dans les pays où l'inflation est à son niveau cible ou s'en approche, les autorités monétaires devraient mobiliser une approche centrée sur les prévisions, et dans les pays qui connaissent des chocs de demande négatifs, elles pourraient envisager d'abaisser progressivement leurs taux directeurs afin d'amortir les effets de ces chocs sur l'activité, à condition que les menaces sur les objectifs de stabilité des prix soient contenues. En revanche,

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

lorsque l'inflation demeure supérieure à l'objectif, une approche plus prudente préservant la dépendance aux données est de mise. Dans les pays qui enregistrent des chocs d'offre défavorables, les décideurs doivent procéder à des arbitrages délicats entre deux risques : ralentissement de la croissance et persistance de l'inflation. Dans de tels cas, il conviendrait d'assouplir un peu plus la politique monétaire, mais uniquement s'il existe des éléments tangibles montrant que les anticipations d'inflation demeurent ancrées et que l'inflation revient vers sa valeur cible, sachant qu'il est vital que la politique monétaire reste axée sur la stabilité des prix.

Il est essentiel que les banques centrales veillent à la clarté et à la cohérence de leur communication pour qu'elles puissent s'adapter à cet environnement imprévisible. L'indépendance des banques centrales est absolument indispensable à la stabilité macroéconomique et à la croissance. La préserver, tant sur le plan juridique qu'opérationnel, est primordial pour éviter le risque de domination de la politique budgétaire, ancrer les anticipations d'inflation et permettre aux banques centrales de remplir leur mission.

Les disparités en matière de dynamiques de l'activité et des prix peuvent rendre les décisions macroéconomiques plus difficiles selon les pays. En fonction de son ampleur au niveau national, l'essor actuel des investissements dans le secteur technologique risque de pousser les taux d'intérêt naturels à la hausse à des degrés différents. Dans cette situation, il faudrait faire preuve d'encore plus de prudence avant d'abaisser les taux directeurs, et ce, encore plus aux États-Unis que dans d'autres pays. Dans le même temps, une amélioration de la croissance et de ses perspectives pourrait élargir l'espace budgétaire dans certains cas, comme aux États-Unis, et potentiellement le réduire dans d'autres, à cause des tensions sur les taux d'intérêt. Partant, il faudrait renforcer la discipline, de façon que toute recette exceptionnelle soit utilisée judicieusement pour placer la dette publique sur une trajectoire résolument descendante là où l'espace budgétaire augmente et pour mener sans délai un rééquilibrage budgétaire réaliste et robuste là où il se resserre.

Ordinairement, les taux de change devraient s'adapter de façon souple aux signaux du marché, facilitant ainsi l'ajustement macroéconomique. En cas de fortes fluctuations des taux de change ou des primes de risque, le cadre stratégique intégré du FMI donne des orientations pour définir des réponses appropriées. Dans certains cas précis, parallèlement à des politiques monétaires et budgétaires judicieuses, des interventions temporaires sur le marché des changes ou l'utilisation d'instruments de gestion des mouvements de capitaux peuvent se justifier.

Alors que l'incertitude et les facteurs de fragilité dans la valorisation des actifs s'accroissent, il est nécessaire d'appliquer des politiques prudentielles solides de façon à préserver la stabilité financière. Dans les longues périodes d'incertitude comme celle que nous vivons aujourd'hui, un recours accru à des analyses de scénario peut améliorer la formulation de politiques macroéconomiques. Des plans d'urgence prêts à être activés pour faire face à différents types de risques sont un gage de résilience si l'un de ces risques venait à se concrétiser.

Pour stabiliser les anticipations et encourager l'investissement dans un plus grand nombre de secteurs, les pays devraient se donner pour priorité de réduire l'incertitude liée à l'action publique. Ils devraient établir et respecter des cadres de politique commerciale transparents et cohérents, avec l'appui d'une coopération pragmatique. Cela implique de faire progresser les

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

efforts multilatéraux concernant les biens communs mondiaux clés, de mettre à jour les réglementations internationales dans la mesure du possible et d'envisager des solutions régionales ou plurilatérales lorsque cela est indiqué. Les dialogues bilatéraux ne devraient pas nuire aux pays tiers. Les efforts pour atténuer les frictions commerciales et abaisser les barrières au commerce et à l'investissement doivent être alignés sur ceux visant à remédier aux déséquilibres extérieurs excessifs résultant de décisions de politique intérieure (voir l'édition 2025 du Rapport sur le secteur extérieur). Pour apporter des solutions durables, il faut parvenir à une compréhension commune des distorsions sous-jacentes et prendre des mesures pour les corriger.

Outre la gestion des arbitrages et des défis à court terme, améliorer les perspectives de croissance à moyen terme demeure la stratégie la plus efficace pour résoudre les dilemmes macroéconomiques. Des réformes structurelles ciblant les marchés du travail, l'éducation, les cadres réglementaires et la concurrence renforceront la productivité, le potentiel de production et la création d'emplois. De plus, il est possible d'accélérer la création de gains de productivité et de rehausser la croissance potentielle en tirant parti des progrès technologiques, grâce, notamment, au numérique, à l'adoption de l'IA et à l'investissement dans les énergies renouvelables et les systèmes à haut rendement énergétique. Ces efforts ne devraient pas compromettre le rééquilibrage de l'économie mondiale, un élément fondamental de la viabilité, mais l'accompagner. Lier étroitement les mesures de soutien de la croissance et les efforts visant à renforcer le marché unique européen, à définir un plan crédible de rééquilibrage budgétaire permettant de placer la dette publique américaine sur une trajectoire clairement descendante et à faire avancer les réformes chinoises destinées à consolider le système de protection sociale et à réduire les mesures d'appui de la politique industrielle injustifiées contribuerait à diversifier les moteurs de la croissance mondiale.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an						4 ^e trimestre sur 4 ^e trimestre 2/		
	Estimation		Projections		Différence par rapport aux projections des PEM d'octobre 2025 1/		Estimation	Projections	
	2024	2025	2026	2027	2026	2027	2025	2026	2027
Production mondiale	3,3	3,3	3,3	3,2	0,2	0,0	2,9	3,2	3,2
Pays avancés	1,8	1,7	1,8	1,7	0,2	0,0	1,4	1,9	1,7
États-Unis	2,8	2,1	2,4	2,0	0,3	-0,1	2,2	2,1	2,1
Zone euro 3/	0,9	1,4	1,3	1,4	0,1	0,0	0,9	1,7	1,3
Allemagne	-0,5	0,2	1,1	1,5	0,2	0,0	0,4	1,0	1,5
France	1,1	0,8	1,0	1,2	0,1	0,0	1,0	0,9	1,3
Italie	0,7	0,5	0,7	0,7	-0,1	0,1	0,7	0,7	0,7
Espagne	3,5	2,9	2,3	1,9	0,3	0,2	2,7	2,0	1,9
Japon	-0,2	1,1	0,7	0,6	0,1	0,0	0,2	1,5	0,4
Royaume-Uni	1,1	1,4	1,3	1,5	0,0	0,0	1,1	1,4	1,9
Canada	2,0	1,6	1,6	1,9	0,1	0,0	0,7	2,3	1,5
Autres pays avancés 4/	2,3	1,8	2,0	2,1	0,0	0,0	1,3	2,8	...
Pays émergents et pays en développement	4,3	4,4	4,2	4,1	0,2	-0,1	4,0	4,3	4,2
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,3	5,4	5,0	4,8	0,3	0,0	4,9	5,0	4,8
Chine	5,0	5,0	4,5	4,0	0,3	-0,2	4,4	4,5	4,1
Inde 5/	6,5	7,3	6,4	6,4	0,2	0,0	6,2	6,5	6,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,5	2,0	2,3	2,4	0,1	0,0	1,6	2,1	2,4
Russie	4,3	0,6	0,8	1,0	-0,2	-0,1	-0,5	0,6	1,1
Amérique latine et Caraïbes	2,4	2,4	2,2	2,7	-0,1	0,1	1,9	2,8	2,4
Brésil	3,4	2,5	1,6	2,3	-0,3	0,1	2,2	2,3	2,2
Mexique	1,4	0,6	1,5	2,1	0,0	0,1	0,7	2,2	2,1
Moyen-Orient et Asie centrale	2,7	3,7	3,9	4,0	0,1	0,2	...	...	...
Arabie saoudite	2,6	4,3	4,5	3,6	0,5	0,4	4,3	4,5	3,6
Afrique subsaharienne	4,1	4,4	4,6	4,6	0,2	0,1	...	...	...
Nigéria	4,1	4,2	4,4	4,1	0,2	0,1	3,9	4,3	6,5
Afrique du Sud	0,5	1,3	1,4	1,5	0,2	0,0	1,8	1,2	1,7
<i>Pour mémoire</i>									
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	2,8	2,8	2,8	2,6	0,2	-0,1	2,4	2,7	2,6
Union européenne	1,2	1,5	1,5	1,6	0,1	0,0	1,3	1,5	1,6
ASEAN-5 6/	4,6	4,2	4,2	4,4	0,1	0,1	4,1	4,2	4,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,2	3,4	3,9	4,0	0,2	0,3	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,4	4,3	4,1	4,1	0,2	0,0	4,0	4,2	4,1
Pays en développement à faible revenu	4,2	4,6	5,1	5,1	0,1	-0,2	...	...	...
Volume du commerce mondial (biens et services) 7/	3,6	4,1	2,6	3,1	0,3	0,0	...	...	...
Pays avancés	2,0	3,0	1,9	2,4	0,4	0,2	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	6,3	5,7	3,6	4,4	0,0	0,0	...	...	...
Prix des produits de base									
Pétrole 8/	-1,8	-14,2	-8,5	0,1	-4,0	0,3	-14,2	-1,4	0,9
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	3,7	9,4	7,5	0,9	3,4	0,3	13,3	0,8	0,6
Prix à la consommation dans le monde 9/	5,8	4,1	3,8	3,4	0,1	0,0	3,4	3,1	3,0
Pays avancés 10/	2,6	2,5	2,2	2,1	0,0	0,0	2,5	2,1	2,1
Pays émergents et pays en développement 9/	7,9	5,2	4,8	4,3	0,1	0,1	4,2	3,9	3,6

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 21 octobre et le 18 novembre 2025. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. « ... » indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

1/ Différence basée sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles et celles des PEM d'octobre 2025. Les pays dont les prévisions ont été mises à jour par rapport à celles d'octobre 2025 représentent 90 % du PIB mondial en parités de pouvoir d'achat.

2/ Pour la production mondiale et la production des pays émergents et des pays en développement, les estimations et projections trimestrielles représentent, respectivement, environ 90 % de la production annuelle mondiale et 80 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement, en parités de pouvoir d'achat.

3/ Les projections de croissance trimestrielle du PIB pour la zone euro sont calculées à partir des résultats de six pays (Allemagne, Espagne, France, Irlande, Italie et Pays-Bas), qui représentent environ 85 % du PIB de la zone euro.

4/ Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro. Les projections de croissance trimestrielle du PIB pour 2027 représentent environ 44 % de la production du groupe, en parités de pouvoir d'achat. –

5/ Dans le cas de l'Inde, les données et projections sont présentées par exercice budgétaire, et l'exercice 2024/25 (qui commence en avril 2024) apparaît dans la colonne 2024. Les projections de croissance de l'Inde sont de 6,3 % en 2026 et de 6,5 % en 2027, sur la base de l'année civile.

6/ Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande. ASEAN = Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

7/ Moyenne simple des taux de croissance du volume des importations et des exportations (biens et services).

8/ Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Les hypothèses retenues pour le cours moyen du pétrole, sur la base des marchés à terme (au 20 novembre 2025), sont les suivantes : 62,13 dollars le baril en 2026 et 62,17 dollars le baril en 2027.

9/ Hors Venezuela.

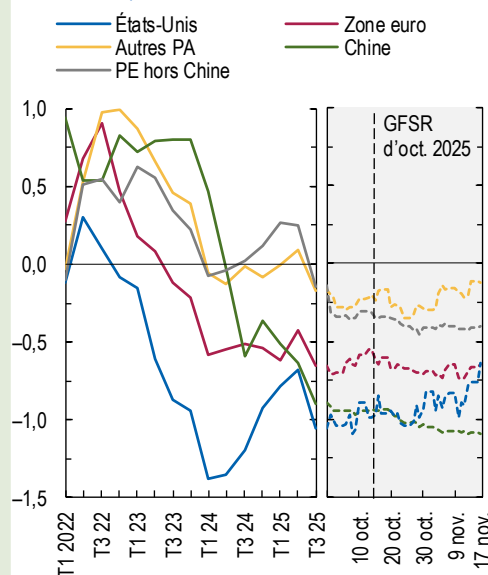
10/ Les projections de taux d'inflation sont de 1,9 % en 2026 et 2,0 % en 2027 pour la zone euro, de 2,3 % en 2026 et 2,1 % en 2027 pour le Japon, et de 2,4 % en 2026 et 2,2 % en 2027 pour les États-Unis.

Les conditions financières mondiales sont restées globalement accommodantes depuis l'édition d'octobre 2025 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (graphique 1.1). L'attitude des investisseurs continue de favoriser des prix élevés sur les marchés d'actions et des différentiels de taux historiquement faibles, du fait des attentes d'un nouvel assouplissement de la politique monétaire. Les flux d'investissements de portefeuille vers les pays émergents ont bénéficié des conditions financières porteuses et d'une faible volatilité monétaire : les émissions d'obligations souveraines ont atteint un niveau record sur les marchés internationaux et de nombreux emprunteurs souverains moins bien notés ont vu leur accès à ces derniers s'améliorer, alors que les flux entrants vers les marchés obligataires en monnaie nationale restaient stables.

L'accentuation de la volatilité des marchés d'actions en novembre traduit les inquiétudes entourant les rendements futurs du secteur de l'intelligence artificielle (IA). Aujourd'hui, les entreprises liées à l'IA représentent une part considérable de la capitalisation boursière et expliquent une grande partie de la croissance des dépenses d'équipement des entreprises. Les acteurs du marché s'interrogent de plus en plus sur la capacité de ces entreprises à générer grâce à l'IA des recettes toujours plus élevées à la hauteur de leur valorisation. Le recours accru au financement par l'emprunt, qui transparait dans le niveau important des ratios d'endettement et dans l'augmentation des primes des contrats dérivés sur défaut de certaines entreprises, soulève des craintes supplémentaires. En outre, les dispositifs d'achat et d'investissement circulaires entre les grands acteurs de l'IA, par lesquels les entreprises investissent les unes dans les autres tout en s'assurant de futures commandes, sont un facteur d'opacité et créent un risque de concentration. Ces pratiques rendent les structures d'actionnariat et les valorisations plus difficiles à évaluer.

L'ampleur des émissions et l'évolution de l'appétit des investisseurs poussent la dette souveraine vers des échéances plus courtes, redéfinissant les dynamiques des marchés dans les grandes puissances économiques. La dette publique mondiale devrait dépasser 100 % du PIB d'ici la fin de la décennie. La baisse des taux directeurs contribue à stabiliser les rendements à long terme, même lorsque les primes d'échéance augmentent dans un contexte caractérisé par de fortes émissions et le détournement des investisseurs des actifs à longue durée. Les fonds de pension néerlandais réduisent la durée de leur portefeuille et les acheteurs britanniques traditionnels, comme les fonds de pension,

Graphique 1.1. Indice des conditions financières
(Nombre d'écarts-types par rapport à la moyenne à long terme)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.

Note : L'indice des conditions financières du FMI est conçu de manière à refléter la tarification du risque. Il englobe différents indicateurs comme les prix réels de l'immobilier, mais ne prend pas en compte les données relatives aux bilans ou à la croissance du crédit. Plus le score est faible (élevé), plus les conditions financières sont souples (restrictives). La zone grisée représente les indices quotidiens estimés à l'aide des données de marché à haute fréquence. GFSR = Rapport sur la stabilité financière dans le monde ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

cèdent du terrain face aux fonds spéculatifs. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, les échéances courtes sont maintenant majoritaires dans les émissions. Dans le même temps, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté et connu des épisodes de volatilité, d'où un recours régulier aux liquidités de la Banque centrale et une accentuation des inquiétudes quant au fonctionnement du marché.

Les récentes défaillances d'entreprises attirent l'attention sur les normes de souscription et sur le degré de transparence dans les marchés obligataires. Les investisseurs ont interprété les faillites de Tricolor Holdings et de First Brands comme des cas isolés. D'autres entreprises en difficulté ont jusqu'à présent évité le défaut de paiement grâce à des opérations de restructuration avec des prêteurs, souvent au prix d'une dégradation de leur note. Cependant, les défaillances de ces deux entreprises ont mis au jour plusieurs points de fragilité importants : des structures de financement opaques, des carences en matière de gouvernance et des normes de souscription peu rigoureuses. Ces problèmes sont devenus plus fréquents en raison de l'essor rapide des prêteurs non bancaires, en particulier dans le domaine du crédit privé. Les facteurs de vulnérabilité dans ce secteur pourraient s'accroître si les conditions de marché devaient se resserrer et l'appétence des investisseurs pour le risque, diminuer.

MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE : ANNEXE

Tableau 1 de l'annexe. Croissance du PIB réel dans plusieurs pays
(Variation en pourcentage)

	Estimation		Projections		Différence par rapport aux projections des PEM d'octobre 2025 1/	
	2024	2025	2026	2027	2026	2027
Argentine	-1,3	4,5	4,0	4,0	0,0	0,0
Australie	1,0	1,9	2,1	2,2	0,0	0,0
Brésil	3,4	2,5	1,6	2,3	-0,3	0,1
Canada	2,0	1,6	1,6	1,9	0,1	0,0
Chine	5,0	5,0	4,5	4,0	0,3	-0,2
Égypte 2/	2,4	4,4	4,7	5,4	0,2	0,7
France	1,1	0,8	1,0	1,2	0,1	0,0
Allemagne	-0,5	0,2	1,1	1,5	0,2	0,0
Inde 2/	6,5	7,3	6,4	6,4	0,2	0,0
Indonésie	5,0	5,0	5,1	5,1	0,2	0,1
Iran 2/	3,7	0,3	1,1	1,6	0,0	0,0
Italie	0,7	0,5	0,7	0,7	-0,1	0,1
Japon	-0,2	1,1	0,7	0,6	0,1	0,0
Kazakhstan	5,0	6,2	4,4	4,2	-0,4	0,0
Corée	2,0	1,0	1,9	2,1	0,1	-0,1
Malaisie	5,1	4,6	4,3	4,3	0,3	0,3
Mexique	1,4	0,6	1,5	2,1	0,0	0,1
Pays-Bas	1,1	1,7	1,2	1,4	0,0	0,0
Nigéria	4,1	4,2	4,4	4,1	0,2	0,1
Pakistan 2/	2,6	3,0	3,2	4,1	-0,4	0,0
Philippines	5,7	5,1	5,6	5,8	-0,1	-0,2
Pologne	3,0	3,3	3,5	2,7	0,4	-0,2
Russie	4,3	0,6	0,8	1,0	-0,2	-0,1
Arabie saoudite	2,6	4,3	4,5	3,6	0,5	0,4
Afrique du Sud	0,5	1,3	1,4	1,5	0,2	0,0
Espagne	3,5	2,9	2,3	1,9	0,3	0,2
Thaïlande	2,5	2,1	1,6	2,2	0,0	0,0
Türkiye	3,3	4,1	4,2	4,1	0,5	0,4
Royaume-Uni	1,1	1,4	1,3	1,5	0,0	0,0
États-Unis	2,8	2,1	2,4	2,0	0,3	-0,1

Source : calculs des services du FMI.
Note : Les pays sélectionnés représentent environ 83 % de la production mondiale. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.
1/ Différence basée sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles et celles des PEM d'octobre 2025.
2/ Les données et prévisions sont présentées par exercice budgétaire.